

femmes en quête d'égalité au sein de l'arène internationale et présente une analyse des groupes de femmes au Canada dans la période qui a suivi Beijing. Ce faisant, il identifie une série de contraintes -- au sein du mouvement des femmes au Canada et au sein de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques, mais aussi, à une échelle plus vaste, au sein du gouvernement canadien -- qui compliquent l'inclusion de l'analyse des femmes ou de la problématique hommes/femmes dans l'élaboration de politiques économiques. Il fait également ressortir les contraintes qui existent au sein du système international et qui façonnent ou limitent le cadre de la prise de décision au plan international.

L'article se termine par une discussion qui porte sur la façon dont ces contraintes ont façonné le discours et les pratiques en matière de politique étrangère canadienne ou encore la façon dont elles s'y reflètent. Il identifie plus particulièrement trois domaines caractérisés par l'exclusion : le discours sur la démocratisation (où les groupes de femmes sont souvent exclus des discussions à caractère économique), le discours sur la mondialisation (où l'analyse de la problématique hommes/femmes est absente) et le discours sur la sécurité humaine (où l'analyse économique est exclue, en dépit des efforts déployés par les groupes de femmes pour qu'elle y soit incluse).

***« Canada in Aid of Liberalism: A Feminist Discussion of Cooperation and (Post)Colonialism in the Free Trade Agreement of the Americas »***

Teresa Healy (Wilfrid Laurier University)

Cet article fait la critique du projet libéral qui se cache derrière l'Accord de libre-échange des Amériques (ALÉA) en établissant un lien entre, d'une part, l'analyse des expériences vécues par des femmes marginalisées face aux modèles productifs et reproductifs qui prévalent dans différents pays des Amériques et, d'autre part, l'analyse du caractère sexospécifique du modèle idéal de l'État qui est entrain d'être façonnée à l'échelle de l'hémisphère. L'État libéral minimaliste est devenu le modèle idéal d'État endossé par les gouvernements nationaux, au moyen de leur politique nationale et de leurs ententes interétatiques. Il s'agit là d'un modèle d'État patriarcal édifié par le biais du prolongement des relations de marché dans le domaine des dispositions sociales, où les féministes s'étaient déjà battues et où elles avaient déjà remporté des victoires, au sein des mouvements sociaux et de l'État. La marginalisation économique des femmes qui dépendaient de l'intervention gouvernementale dans le domaine des dispositions sociales en est un résultat direct. L'expression accrue de l'autoritarisme de l'État que reflètent ces politiques économiques axées sur le marché constitue un autre résultat qui, pour sa part, est politique. Ces résultats sont tous deux coercitifs, même s'il est évident que le processus n'est pas symétrique et qu'il ne se déroule pas de la même façon, dans tous les pays des Amériques.

Les gouvernements, y compris l'État canadien, n'entament pas tous un processus de restructuration aux dimensions uniquement matérielles, quelles qu'en soient les conséquences dévastatrices pour bon nombre de femmes. Si ce n'est à l'échelle nationale, du moins à l'échelle internationale, l'État libéral patriarcal est édifié par le discours comme le protecteur des libertés politiques libérales. Les déclarations internationales en faveur des droits de la personne sont les